
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 3 (1975)

DOI: 10.11588/fr.1975.0.48809

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

familiaux demeuraient puissants, tout comme le respect des usages locaux, et si la fille enceinte d'un village allait souvent se faire oublier en accouchant dans la ville voisine, par contre la jeune femme venue de la campagne retournait souvent faire ses couches chez sa mère, y laissant souvent l'enfant en nourrice, ce qui multiplié par les facilités accrues de transport avec les progrès des routes puis des chemins de fer, contribue à fausser les données sur l'évolution du comportement de la population féminine selon son implantation au moment des naissances résultant souvent de conceptions en des lieux fort éloignés: certes il serait illusoire de chercher des traces précises pour de simples particuliers, mais dès le XVI^{ème} siècle le jeune Henri de Navarre, le futur Henri IV, avait été conçu dans les environs de La Flèche avant de naître à Pau, de la Sarthe aux Basses Pyrénées, et on ne saurait dire qu'un tel destin était réservé aux familles princières. Il serait évidemment illusoire de chercher à déterminer combien de jeunes femmes de la Creuse venues à Paris avec leurs maris, maçons dans la capitale, revinrent dans leur famille pour les naissances de leurs enfants, faussant du même coup les statistiques de la natalité parisienne et celles de leur département d'origine. L'auteur a certes apporté les plus grandes précautions à rectifier toutes les fois qu'il disposait d'éléments suffisants les chiffres bruts apportés par les statistiques. Il a en particulier distingué utilement les décrochages, si différents dans le temps, qui rendent compte de la baisse d'ensemble de la fécondité en France tout au long du XIX^{ème} siècle. De même il a utilement souligné la place que tient dans la population rurale et dans la pyramide des âges de huit départements autour de la capitale, de l'Oise à la Nièvre, en raison de l'envoi systématique, tant par les hospices que les familles, d'enfants nés à Paris, et qui d'ailleurs revenaient souvent y travailler une fois en âge de le faire chez leurs parents ou chez quelque employeur, ce qui fausse aussi bien les notions de fécondité que de mortalité dans les départements d'accueil au moment des recensements quinquennaux. On ne peut que féliciter l'auteur de l'excellente utilisation qu'il a su faire d'un matériel dont les insuffisances sont bien connues, mais c'est le seul dont dispose l'histoire démographique.

Jean VIDALENC, Rouen

David H. PINKNEY, *The French Revolution of 1830*, Princeton University Press 1972, IX-397 p., 8^o.

L'auteur expose dans sa préface qu'il a voulu apporter à l'histoire de France une contribution originale, celle d'un auteur éloigné, tant dans le temps que par la langue, en face de problèmes nécessairement vus par les divers historiens français sous un angle différent. Il y est pleinement parvenu. Les treize pages de sources et de bibliographie attestent d'emblée qu'il n'a rien ignoré des études antérieures, y ajoutant à l'occasion les découvertes faites dans les fonds d'archives les plus variés et l'ouvrage serait déjà une excellente synthèse au courant des travaux les plus récents, mais il apporte en outre une vue originale des problèmes. L'auteur a en effet repris le problème dans son ensemble, remontant aux cir-

constances qui, dès les premiers jours de l'année, expliquaient la tension entre le pouvoir royal et la chambre des députés, et suivant le déroulement chronologique des péripéties liées à la révolution de Juillet jusqu'au procès des ministres de Charles X à la fin de l'année.

Le premier des onze chapitres est consacré aux conditions de la lutte entre le ministère Polignac et une chambre d'opinions plus libérales ainsi qu'aux incidents divers qui jalonnèrent la fin de l'hiver et le printemps de 1830 sans rien oublier des événements qui devaient peser d'un tel poids sur le déroulement et l'issue des journées révolutionnaires, qu'il s'agît de l'adresse des 221, de l'affaire d'Alger ou de la poussée des incendies en Normandie, amenant les autorités en place à éloigner de la capitale des troupes qui s'y trouvaient d'ordinaire, et les plus sûres, celles de la garde royale. Le second chapitre expose avec précision les diverses formes d'une opposition très nuancée, des Bonapartistes aux Républicains sans négliger les orléanistes et les milieux d'affaires bien souvent plus hostiles au ministère qu'au souverain en dépit des maladresses qui ruinaient à un rythme toujours plus rapide la popularité initiale du souverain.

Le chapitre III, «surprise, confusion et désordre», évoque les trois jours des 25, 26 et 27 Juillet où le roi se décida à promulguer ses ordonnances sans avoir mis personne dans la confiance, ce qui devait tout de suite rendre bien aléatoire le succès des mesures en vue du maintien de l'ordre que le maréchal Marmont dut improviser – il avait envoyé en permission pour quelques jours son chef d'état-major. Cette circonstance facilitait l'action des adversaires du régime qui allaient pouvoir tout de suite marquer des points après la réaction des journalistes et des ouvriers imprimeurs directement touchés par le nouveau régime de la presse prévu par les ordonnances. L'auteur souligne le rôle important des membres des associations secrètes plus ou moins républicaines dont la police royale avait plus deviné l'existence qu'elle ne l'avait prouvée. Utilisant les mémoires, l'auteur dégage les circonstances de leurs interventions décousues, certes, mais suffisantes pour embarrasser une police mal équipée, privée de surcroît depuis la maladroite dissolution de la garde nationale en 1827 d'un renfort qui faisait plus que décupler ses effectifs. Et l'imprévoyant Villèle, non plus qu'aucun de ses successeurs, n'avait songé à récupérer les armes des légions administrativement dissoutes, si bien que les insurgés n'avaient qu'à les réquisitionner sans risque.

Le chapitre IV est consacré par l'auteur à l'étude détaillée des deux jours de révolution proprement dite, les 28 et 29 juillet 1830, ce qui remet en cause au passage la définition souvent donnée au mouvement par les libéraux de l'époque qui parlaient des trois glorieuses. Force est de convenir que les escarmouches du 27 et l'exploitation du succès le 30 ne peuvent se confondre avec ces deux jours intermédiaires où la lutte atteignit le maximum d'intensité. Celle-ci devait certes paraître dérisoire à côté des insurrections ou révolutions ultérieures survenues dans Paris jusqu'à la fin du siècle, mais les combats qui eurent lieu en 1830 n'en étaient pas moins les plus importants ayant ensanglanté Paris depuis l'ancien régime. Les effectifs engagés et les pertes n'étaient pas négligeables à l'échelle des combats du temps, si l'on excepte les grandes tueries de la fin de l'empire: la garde royale perdit en effet plus d'hommes dans Paris que la garde impériale à Austerlitz. L'auteur met en évidence la curieuse insuffisance de Marmont, aussi

incapable d'improviser que d'envisager les moyens nécessaires à la réalisation de ses plans. Il ne sut donner ni les ordres ni les moyens indispensables pour assurer simplement l'approvisionnement en munitions et en vivres des colonnes lancées à l'aveuglette dans les rues de la capitale par une température accablante, livrées au hasard des barricades au feu des tireurs embusqués dans les maisons ou sur les toitures d'où tombaient toutes sortes de projectiles, du contenu des greniers aux pavés grimpés à bras d'hommes par les insurgés. Il souligne aussi la très grande prudence des hommes politiques présents dans la capitale, qui ne se montrèrent guère qu'une fois le succès assuré, à l'image de Thiers qui avait cherché refuge en banlieue après avoir signé la proclamation des journalistes qui avait donné le signal de la lutte.

Le chapitre V, la lutte pour le pouvoir évoque les innombrables intrigues qui se succédèrent depuis le 30 juillet jusqu'au 9 août, marquées par les manoeuvres ultimes du vieux roi, de plus de soixante-treize ans, pour former un nouveau ministère qui eût pu regrouper les modérés et désarmer l'opposition, puis pour sauver au moins la couronne de son petit-fils avec l'abdication en faveur du jeune duc de Bordeaux, âgé de dix ans, de son grand-père et de son oncle, le duc d'Angoulême. Les subtilités du duc d'Orléans, qu'il fallut aller faire prévenir dans sa retraite clandestine pour l'amener à revenir à son château de Neuilly puis de là, en compagnie du banquier Laffitte à l'Hôtel de Ville, où l'accolade donnée par Lafayette fit acclamer le nouveau dirigeant jouant avec dextérité du souvenir de son passage sous les drapeaux tricolores avant son départ en émigration, sont également mises au point avec précision; et l'auteur minimise peut-être seulement un peu le rôle de Laffitte qui, comme en 1814, semble bien avoir été un facteur déterminant en décidant le maréchal Marmont à abandonner la cause des Bourbons de même qu'il avait seize ans plus tôt délaissé la cause de Napoléon, déjà après une entrevue avec le banquier.

Le chapitre VI, très neuf, réunit tout ce que l'on peut savoir de nos jours sur les conditions dans lesquelles les départements suivirent, dans des circonstances très variables, l'enthousiasme manifesté dans la capitale, quand passèrent dans les rues les milles postes pavoisées de tricolore. Et si des Havrais, Dieppois, et Rouennais s'étaient mis en marche pour aller renforcer les insurgés parisiens, d'autres régions furent plus favorables au gouvernement déchu. Certes ils ne purent guère manifester, étant pris de vitesse. On peut ainsi signaler à côté de l'équilibre de la crainte qui fit s'observer, redoutant les massacres de la Terreur Blanche, les catholiques royalistes et les protestants libéraux du Gard le calme du Morbihan, dont les anciens chouans étaient déçus par la médiocrité des indemnisations que les Bourbons leur avaient parcimonieusement allouées tandis que les jeunes étaient souvent engagés ou conscrits dans une armée répondant à leurs options politiques, et les régiments étaient alors rares en Bretagne. La présence en province de la plupart des députés d'opposition attendant dans le calme la rentrée parlementaire prévue pour la première semaine d'août-Laffitte lui-même avait regagné la capitale seulement en recevant de Paris dans son domaine de Breteuil le journal publiant les ordonnances-laissait sur place dans bien des départements un état-major d'opposition certes, mais modéré, appuyé sur la confiance d'un corps électoral assurément restraint, mais bénéficiant du double pre-

stige des notables et des gens en place. L'inaction du gouvernement de Charles X après son départ de Saint-Cloud facilita d'ailleurs cette passation presque amiable des pouvoirs, et les incidents les plus nombreux eurent lieu un peu partout autour des bureaux d'octroi ou dans les postes de perception des contributions indirectes, toujours aussi peu populaires dans le peuple bien que la Restauration eût pris le soin de renoncer aux nom de droits réunis qu'elles portaient sous l'Empire.

Le chapitre VII, la liquidation d'une révolution, au sens comptable du terme, expose dans son ensemble, et pour la première fois avec autant de précision, ce que coûtèrent les combats dans la capitale. L'auteur met en relief l'étonnant regroupement de la garde nationale, officiellement dissoute, mais essayant de rétablir l'ordre, c'est-à-dire de limiter les pillages auxquels se livraient des éléments douteux, toujours à l'affût d'une porte défoncée ou de volets démolis. Les mesures maladroites du préfet de police qui avaient rejeté dans le camp des émeutiers tous les mauvais garçons avaient aussi coûté cher aux postes de police dont beaucoup furent incendiés, il fallut dépenser près de 250.000 francs pour les remettre en état et ce n'était qu'une faible partie des sommes qu'il fallut engager pour réparer les dommages ou indemniser les victimes de pillages—plus d'un million et demi—après passage des demandes devant des commissions témoignant au choix d'un souci de ménager les deniers publics ou d'une avarice sordide. Il est vrai qu'à Nantes, où quelques désordres avaient eu lieu, on vit à côté d'armuriers dont les boutiques avaient été pillées et qui demandaient une indemnisation, le directeur du théâtre réclamer les 15.000 francs de perte causés à ses recettes par l'agitation qui avait découragé nombre de spectateurs; il n'eut d'ailleurs pas satisfaction. L'auteur signale au passage les nombreuses récompenses décernées par le nouveau régime à tous ceux qui avaient aidé à ses débuts.

Le chapitre VIII étudie le personnel de la révolution avec une précision sans précédent. Utilisant aussi bien les listes des victimes que celles des familles secourues ou que celles de récompenses distribuées, l'auteur met au point, d'une façon définitive en l'état actuel des sources, bien des problèmes demeurés en suspens et des conclusions trop hâtives. Il montre en particulier le caractère ambigu d'un mouvement dont les combattants furent moins des travailleurs de base, des manoeuvres, que ouvriers hautement qualifiés, ébénistes, charpentiers, tailleurs de pierre, ou de petits patrons, artisans et boutiquiers, sans oublier les imprimeurs, ni cette catégorie encore plus difficile à définir sur le plan social des anciens militaires (nostalgiques de l'empire ou libérés de la conscription de l'année précédente, voire soldats en congé de semestre). Il souligne que les véritables bourgeois semblent avoir curieusement été épargnés par les balles dans cette soi-disant «révolution bourgeoise», sauf les deux fils d'un entrepreneur âgés de 13 et 14 ans, et le plus grand de ces fils d'un électeur, payant donc au moins 300 francs d'impôt, devait recevoir la médaille de juillet. Les gamins de Paris furent peu nombreux; on n'en compte en effet que quatre parmi les victimes, le dernier tué alors qu'il passait des cartouches à un tireur, peut-être son père d'après certains, à moins qu'il ne fût un enfant abandonné. Il y eut deux femmes tuées, des passantes ou des curieuses semble-t-il, mais cinquante-deux furent blessées. Et cela sur un total de 211 morts et de 1327 blessés connus. Il y avait plus de

mille artisans et ouvriers qualifiés. 54% des morts et des blessés avaient de vingt à trente-cinq ans; près des deux tiers étaient nés hors du département, ce qui correspond curieusement aux données démographiques sur la cadence de renouvellement de la population de la capitale. On peut aussi noter que les 33 femmes non-mariées qui demandèrent des secours attribués aux veuves, 30 vivaient depuis longtemps avec celui qui avait été tué sans être mariées selon l'usage si fréquent dans les milieux populaires.

Le chapitre IX, épuration et réintégrations, met en évidence le changement très limité de personnel auquel donna lieu cette étonnante «révolution bourgeoise». Certes le rôle de la noblesse devait diminuer; elle ne pouvait espérer garder, comme dans la chambre de 1824, outre toute la chambre des pairs plus de la moitié des députés pour la représenter autour du roi. Mais on peut noter que les deux grands hommes de la nouvelle équipe, le commandant de la garde nationale et le garde des Sceaux, Lafayette et Dupont de l'Eure, étaient l'un marquis d'ancien régime, l'autre chevalier de l'Empire et que si Montalivet était un de ces comtes refaits de l'Empire dont se moquait l'aristocratie du faubourg Saint-Germain, les ministères de Louis-Philippe continuèrent à comprendre un mélange de nobles d'ancien ou de nouveau régime, de grands brasseurs d'affaires, et de techniciens de l'administration ou de la magistrature et de l'armée, comme sous les régimes politiques antérieurs. Certes on changea 83 des 86 préfets de Charles X, mais beaucoup furent remplacés par des victimes de l'épuration de la seconde Restauration à ses débuts. Il en fut de même dans l'armée: Bugeaud devint général avant d'être nommé maréchal et duc d'Isly, et le fameux colonel Fabvier, chef des insurgés qui avaient essayé d'arrêter les troupes de Louis XVIII au moment de leur entrée en Espagne avant de commander les défenseurs de l'Acropole d'Athènes quelques années plus tard devait de même devenir général. Le baron d'Empire Bernard, ancien polytechnicien qui avait servi aux Etats-Unis depuis 1816 revint pour être en 1832 aide de camp du roi Louis-Philippe. L'auteur souligne à juste titre que le roi des Français devait avoir à partir de 1840 avec le long ministère Soult-Guizot, un maréchal d'Empire et l'ancien secrétaire général du ministère de l'Intérieur sous la première Restauration, une autorité politique supérieure à celle que Charles X avait voulu. Quant à la ruée vers les places qui s'accompagna de tant de dénonciations intéressées, elle n'avait rien de spécifiquement original; on l'avait déjà vue et on devait la revoir encore souvent, tant en France qu'à l'étranger et les antécédents de 1815 pesaient incontestablement sur ce qui fut moins une volonté révolutionnaire qu'un simple conformisme devant les usages établis par le régime antérieur.

Cette constatation justifie le titre du chapitre X, la révolution inachevée, donné par l'auteur à son évocation de l'évolution des événements d'août à novembre 1830. Il y souligne les luttes d'influence à l'intérieur des nouvelles équipes dirigeantes, rendues peut-être plus âpres par la retraite volontaire de tout un personnel légitimiste, sans qu'on puisse faire la part des convictions profondes ou de l'intérêt, pour éviter la révocation en cas de troisième Restauration, éventualité que pas un Français de 1830 ne pouvait écarter sans réflexion. Le dernier chapitre, la clôture d'une révolution met en évidence la réussite incontestable

que fut pour le nouveau souverain le maintien de l'ordre dans la capitale durant le procès des ministres de Charles X qui s'étaient tous fait intercepter en cherchant à passer à l'étranger, et qui furent envoyés au château de Vincennes, puis au fort de Ham pour quelques années, épargnant au régime une condamnation plus sévère qui eût pu peser sur l'opinion aussi lourdement que celle du maréchal Ney au début de la seconde Restauration.

L'ouvrage de M. PINKNEY se termine ainsi sur une touche qui résume fort bien l'incertitude fondamentale de ce régime de la Monarchie de Juillet, ou de la quasi-légitimité comme on le dit alors. Il apporte incontestablement un point de vue souvent original, ce qui n'est pas un mince mérite sur un sujet si souvent incomplètement étudié, et il apporte une synthèse particulièrement documentée sur ce tournant indiscutable de l'histoire de la monarchie constitutionnelle en France.

Jean VIDALENC, Rouen

Theodore ZELDIN, *France 1848–1945. Volume I: Ambition, Love and Politics*, Oxford (At the Clarendon Press) 1973, 823 p. (= Oxford History of Modern Europe. General Editors: Alan BULLOCK and F. W. D. DEAKIN).

L'auteur a dû bien s'amuser en introduisant dans une collection aussi digne un sous-titre aussi provocant. D'ailleurs c'est bien celui-ci qui donne le ton de l'ouvrage entier: vif, de lecture aisée, rien d'un manuel, plutôt une promenade à travers un siècle d'histoire de la France et des Français. Tout de suite on est tenté de le qualifier de »typiquement britannique«, d'évoquer TREVELYAN – et ce n'est pas nécessairement un compliment . . . bref de préparer un compte-rendu »typiquement français«. Alors on regrettera le manque d'enchaînement entre les trois parties, qui fait que, par exemple, les analyses sociales de la première (»Ambition«) sont trop rarement rappelées dans la troisième (»Politics«). On se donnera, au nom de la bonne vieille rhétorique, le malin plaisir d'énumérer des chapitres mal bâtis, tel celui des médecins qui n'étudie que les hétérodoxes et les ratés et ne conclut que sur les officiels qui ont réussi, tel celui des paysans qui décrit la conjoncture économique après la structure agraire. On s'irritera de voir que la période 1800–1970 (car il y a des escapades en amont et en aval des limites annoncées dans le titre), que cette période est traitée comme un bloc, à l'intérieur duquel l'historien peut aller et venir sans tenir compte ni des coupures traditionnelles ni même de l'ordre chronologique. On jugera bien monotones et bien faciles les multiples professions de scepticisme historique: que la notion de bourgeoisie est trop vague pour servir de clé à l'étude des forces sociales; que plus on observe les industriels plus on découvre leur diversité; qu'il est impossible de parler du prolétariat comme d'une classe homogène; que le suffrage universel a affecté la politique sous des formes très variées, etc.: mises en garde à chaque fois très salutaires, mais dont l'accumulation découragerait n'importe qui de faire de l'histoire sociale. Enfin, si l'on est chauvin – et qui ne l'est pas tant soit peu? – on notera avec amertume que le